



Le jeudi 8 juillet 2010, l'association Nature en pays d'Arvert a organisé une conférence –débat à propos de l'eau dans notre presqu'île.

Quelques rappels présentés par JP Boisnard en préambule nous permettront de mieux aborder le sujet.

Tout d'abord, de quelles ressources d'eau disposons-nous ?

l'eau des rivières, et l'eau des nappes phréatiques.

Notre eau potable est issue de plusieurs forages :

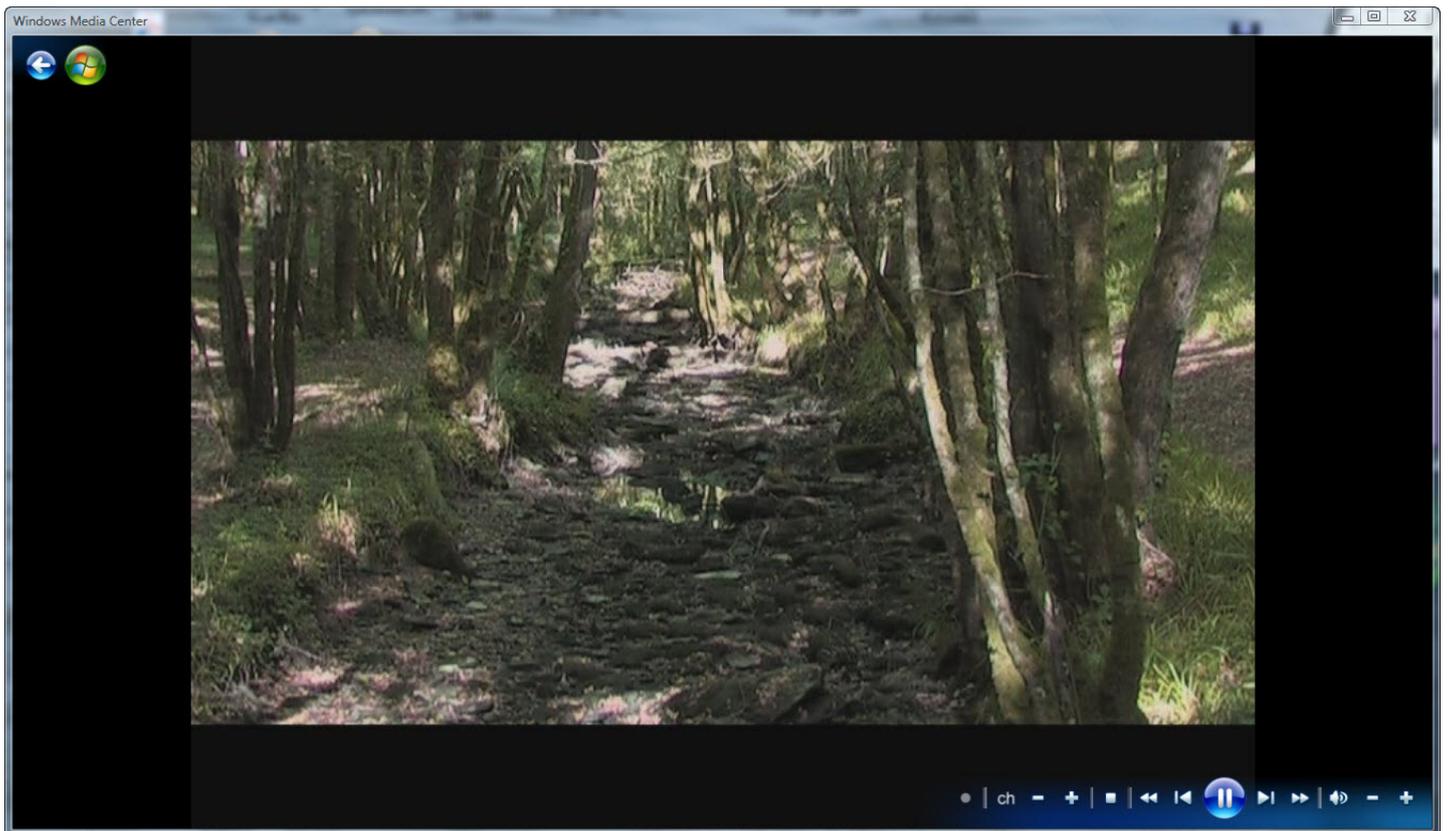
- 4 à Saujon et Le Chay, descendant de 100 à 200 mètres, qui nous permettent de disposer d'eaux vieilles d'environ 90 millions d'années ;
- 2 à Gémozac et Montpellier de Médilan, qui remontent d'environ 200 mètres de l'eau formée il y a 120 millions d'années ;
- 1 à Marennnes
- 1 à Vaux

Ces eaux sont « fossiles » et doivent être traitées. Cependant elles ont été lentement filtrées par les sables et les végétaux, et les polluants éventuels sont prisonniers des boues.

Cette eau n'est pas inépuisable, il faut la gérer. Il est donc important de **préserver la perméabilité des sols**, particulièrement menacée par l'urbanisation-pensons aux surfaces asphaltées.... **d'éviter le ruissellement rapide** qui entraîne le lessivage des sols, **de préserver le marais doux**, où les végétaux filtrent l'eau, **de ne pas remuer les vases et sédiments** qui retiennent les polluants. Il faut enfin préserver la ressource existante en **surveillant les débits des cours d'eau ainsi que celui des nappes** et bien sûr, il faut **limiter la consommation d'eau**.

Mais parlons justement des consommations.

Grosso modo, nous consommons **5 millions de m³ d'eau potable** par an, consommation augmentée de 50% en période estivale. Chaque année, le prélèvement d'eau (non traitée) à partir des rivières et des nappes destiné à l'agriculture représente environ 13 millions de m³ ; 91% de ces m³ sont destinés aux cultures de maïs irrigué.



Devant ce signal d'alarme, on a proposé aux agriculteurs non pas de changer de culture mais de creuser des bassins pour mettre de l'eau en réserve, pour économiser nappes et rivières. On pensait ainsi, par exemple, faire remonter le niveau d'eau dans le marais poitevin. Comment remplit-on ces réserves ? en pompant l'hiver, au moment où il pleut. Mais l'eau que l'on prélève alors sera forcément manquante en été ! Et le problème n'est pas résolu. Certaines de ces réserves sont immenses car destinées à plusieurs irrigants et peuvent coûter 90 millions d'euros. Il faut emprunter sur 20 ans : les agriculteurs irrigants sont liés ainsi aux producteurs de produits « intrants » (pesticides, engrais, semences), comme Bayer ou Mon Santo: ceux-là même qui poussent au développement des réserves d'eau et donc à

la commercialisation de leurs produits...N'oublions pas que la France est le 2^{ème} consommateur de produits phytosanitaires, juste après les USA...

Autre problème dû à cette culture intensive : les agriculteurs ont changé leurs habitudes de travail : après la récolte, à l'automne, les champs sont le plus souvent simplement labourés- alors qu'on y pratiquait autrefois des cultures de remplacement qui maintenaient les sols et contribuaient à la fixation des polluants .Aujourd'hui, les sols sont lessivés par les pluies hivernales, et les produits chimiques utilisés sont emportés puis déposés par les eaux de ruissellement.

Pourtant, des techniques alternatives existent : un agronome par exemple, l'intervenant du film, prône la culture de la luzerne, excellent aliment pour le bétail, qui ne demande ni traitement particulier ni irrigation. Benoît Biteau cultive du sorgho, lui aussi fournisseur d'amidon et peu exigeant.

« Le maïs », déclare Claude, est le meilleur revenu du paysan ». Ce que conteste B. Biteau, chiffres à l'appui : 60% des agriculteurs irrigants vivent des aides publiques, via la PAC. 60% de son budget sont consacrés à l'achat des intrants. Tenu comme il l'est par tous les emprunts à rembourser, l'agriculteur est en fait prisonnier de ce système de culture.

L'agriculture représente 43% du budget de l'Union Européenne ; La région Poitou Charentes reçoit 650 millions d'euros (son propre budget s'élève à 680 millions d'euros, dont 11% sont destinés au développement d'une agriculture différente).

Bien sûr, pour percevoir ces allocations, l'agriculteur doit s'engager à respecter des règles : utiliser un peu moins de produits chimiques et d'une façon différente- en les échelonnant davantage dans le temps-, pratiquer l'hiver des cultures spécifiques pour nettoyer les sols et les protéger du lessivage ; c'est l'agriculture « raisonnée », à laquelle B Biteau croit peu car beaucoup de dérogations sont accordées, et peu de champs sont semés après le labour d'automne. Les eaux se retrouvent polluées et doivent être nettoyées, ce qui représente un coût pour la communauté. Finalement, déclare B Biteau, les agriculteurs irrigants sont aidés deux fois : d'abord par la PAC (ils reçoivent 450€ à l'hectare contre 110 pour les éleveurs) et pour la dépollution !

ET B. Biteau donne un dernier exemple du gâchis dans la gestion de l'eau ; dans le marais vendéen, on a confondu inondation - accidentelle et crue : celle-ci est vitale pour le milieu local puisqu'elle permet de garder de l'eau des zones humides, et fournit des réserves naturelles pour l'été .Aujourd'hui, 2/3 des zones humides ont disparu, remplacées par des champs de maïs, mais l'eau aussi a disparu, donc il faut irriguer l'été. Et la situation est critique l'hiver : les eaux qui se déversaient « naturellement » dans les zones humides ne sont plus contrôlées, transformant ainsi la crue bénéfique en inondation coûteuse pour la communauté.

B. Biteau montre aussi du doigt certains agriculteurs de la presqu'île : pour faciliter leur travail, le cours de la Seudre a été modifié, ses méandres ont été gommés ; l'eau qui mettait quelques jours pour aller de St André de Lidon à Riberou y est maintenant en quelques heures et donc perdue pour l'agriculteur, qui doit pomper, pomper....

Comment se dégager de cette dépendance ? Il faudrait aider les agriculteurs irrigants autrement qu'en les payant pour qu'ils produisent plus en irriguant plus, en consommant plus d'intrants...B Biteau rappelle une expérience menée à Munich : plutôt que d'investir dans une grosse usine de dénitratisation, le gouvernement local a décidé d'allouer chaque année une certaine aide aux agriculteurs pour qu'ils abandonnent leurs techniques polluantes : et l'expérience a été réussie.

Pourquoi aussi, comme en Allemagne, la région Poitou-Charentes ne pourrait-elle pas recevoir 10 ou 20% des aides de la PAC pour installer une autre agriculture ?

Les agriculteurs irrigants sont « tenus » financièrement, la réponse à apporter doit être en partie financière. Mais pas complètement : il faut aussi penser aux futurs exploitants formés aujourd'hui dans les lycées professionnels qui, comme le souligne monsieur Maubay, un agriculteur présent, sont plus « formatés » que réellement formés. Il faut leur redonner accès à une vraie agronomie raisonnée, leur montrer que l'irrigation à outrance n'est pas LA solution. LA région Poitou -Charentes est responsable des lycées agricoles : à elle d'envisager les changements nécessaires.

Certes, les agriculteurs ne sont pas les seuls pollueurs, comme le rappelle un intervenant : ils ne sont pas par exemple responsables des traces de métaux lourds retrouvés dans l'eau ! Mais ils sont cependant les premiers concernés par le problème de l'eau : il faut en limiter la consommation afin de la préserver, et il faut limiter sa pollution chimique. Aux jeunes agriculteurs de demain de prendre la mesure des menaces qui pèsent sur un bien commun dont ils ont absolument besoin.

L'ostréculture pilier de notre économie locale a aussi besoin d'eau douce de qualité !

Faisons tous un effort, au plan collectif (collecte et lagunage du pluvial), mais aussi à titre individuel (désherbants, pesticides), notre qualité de vie en dépend.



Le marais doux, où l'eau est à la fois sauvegardée et filtrée.